



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
Campus
Poissy

19 octobre 2026

N'en déplaise à Macron, l'automne s'annonce chaud !

À la télé, Macron a davantage parlé des « violences » qui ont émaillé les manifestations du 17 octobre que des causes de la colère. S'il a eu quelques phrases pour les « revendications légitimes », ça a été pour annoncer des rencontres de bla-bla, sans aucune mesure concrète. En revanche, contre les « casseurs », il a appelé préfets et procureurs à la plus grande sévérité, tout en invitant les partis politiques à faire bloc... pour tout ramener à la Présidentielle de 2027.

Mais impossible d'occulter l'immense succès de la journée du 17 octobre. N'en déplaise à Macron, l'automne sera chaud ! 550 000, selon la police, ou 800 000, chiffre rapporté par la presse, c'était, de toute façon, une mobilisation énorme pour une date venue de nulle part début septembre, revendiquée par des « Gilets jaunes », histoire de rappeler qu'en 2018, la révolte avait gagné le pays pour un litre de gasoil autour de... 1,50 euro le litre. C'est l'irruption de la jeunesse lycéenne qui a donné un coup de fouet à la mobilisation et mis la date au calendrier pour de bon.

Le gouvernement, qui avait la hantise de la convergence des colères contre sa politique, a tenté d'écraser dans l'œuf le mouvement des lycéens en tasant, gazant, matraquant de tout jeunes adolescents. Mais rien n'y a fait. Les jeunes ont tenu bon et leur mouvement a servi de catalyseur : toutes les colères ont bien convergé samedi 17 octobre !

Qui sont les véritables « casseurs » ?

Dénonçant les « violences » qui tournent en boucle sur les médias, Lecornu a adressé une forme d'ultimatum : « *Il faut choisir son camp : celui de la République – et donc des forces de l'ordre – ou celui des casseurs.* » Il y a bien eu des violences, sans doute en miroir de celles que les flics ont fait subir aux lycéens, tout particulièrement dans les quartiers populaires, dans le 93 par exemple. Des violences à la mesure, aussi, de la colère contre ce gouvernement qui couvre les riches de largesses en prenant sur tout ce qui est utile aux classes populaires.

Mais ceux qui dénoncent la casse et les pillages d'un samedi soir semblent ne pas voir la casse des vies qu'entraînent les politiques pro-patronales : 350 000 sans abris, près de deux millions de travailleurs qui survivent avec moins que le Smic, des files de plus en plus longues aux restos du cœur et autres associations de secours. Une casse humaine, pas une casse d'abribus !

Et que dire de ceux qui cassent les services publics ? Qui laissent se délabrer les écoles ? Qui ont démantelé le système public de santé ? De ceux qui cassent les emplois en fermant des usines ? Macron-Lecornu-Nuñez espèrent que l'épouvantail

des « violences » fera taire les colères : ils n'y parviendront pas.

Manifester ne suffira pas, il faudra paralyser l'économie

Déjà, les coordinations nationales lycéenne et étudiante appellent à de nouvelles journées d'action dès jeudi 22 octobre, avec les Gilets jaunes samedi 24, dès la rentrée mardi 3 novembre et, avec tous les travailleurs, le 5 novembre. L'intersyndicale avait programmé cette journée en octobre déjà, afin d'enjambrer sans en parler celle du 17 octobre. Non seulement le 17 octobre a été un immense succès, mais celle du 5 novembre apparaît désormais comme une nouvelle étape tangible, en particulier avec le trou des vacances scolaires de la Toussaint qui met la mobilisation lycéenne entre parenthèses.

Comme l'ont fait les lycéens et les étudiants, nous devons discuter dès maintenant, dans les ateliers et les bureaux, de la manière de nous organiser pour peser sur le mouvement et l'amplifier. Le 22, le 24, les 3 et 5 novembre : toutes ces dates doivent être des jalons. Manifester est évidemment important, mais cela ne suffira pas. Il faudra aussi paralyser l'économie, aller vers une grève générale, car derrière ce gouvernement des riches, il y a les riches, précisément les patrons, auxquels il faut faire recracher tout ce qu'ils nous ont volé.

L'exploitation a encore tué

Mercredi dernier un chauffeur de 63 ans est mort dans l'usine de Mulhouse d'une crise cardiaque. C'est le 3ème chauffeur qui perd la vie en 18 mois sur ce site : c'est 3 de trop. A force de toujours réduire les coûts et « d'optimiser » les flux, Stellantis met la pression aux transporteurs sous-traitants qui la répercutent sur les salariés. Résultat : la fatigue s'accumule avec les milliers de km parcourus et les repos dégradés empêchent de récupérer correctement, jusqu'à l'épuisement.

Quand aujourd'hui les jeunes dans les manifestations scandent « on ne veut pas perdre notre vie à la gagner », c'est aussi contre cette organisation du travail qui tue, imposée par nos patrons, qu'ils se battent.

Renault Flins : un modèle...pour fermer Poissy

La direction présente Renault Flins comme un exemple de diversification. En réalité, sans production de voitures depuis 2 ans, le site de Flins est en déclin : les nouvelles activités industrielles (recyclage, pièce de rechange, batterie à hydrogène...) ont soit fermées, soit ne se développent pas. Même les anciennes activités (Emboutissage et Ferrage) pour d'autres sites diminuent. Avec sa décision en septembre de ne pas investir dans une cataphorèse à 30 millions et de ne pas faire un nouveau bâtiment pour les pièces détachées, la direction de Renault laisse ce site mourir.

Ce qui continue, ce sont surtout les bobards du patron de Renault... qui inspirent celui de Stellantis.

Un mondial de l'auto sans « happening »

Les patrons sont comblés : le mondial de l'automobile 2026 a été un succès ! Succès d'affluence, plus de 518 000 visiteurs, et succès des commandes : « Deux fois plus de commandes et de lead que lors de l'édition 2024 » d'après le journal les Echos qui rapporte les propos d'un représentant de Stellantis. Pour l'évènement, l'entente entre constructeurs européens, américains ou chinois était au beau fixe. Il faut dire que les ventes mondiales se portent bien, à l'image du salon, même si nos dirigeants prétextent la concurrence pour justifier toutes leurs attaques contre nous, et ainsi gagner en productivité.

Finalement ce qui a manqué pour cette édition c'est que les travailleurs viennent bousculer cette grande messe patronale contre les salaires au rabais, les suppressions d'emplois et les cadences infernales.

Féminicides : une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint ou ex

Cent onze femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint en 2025, un chiffre en hausse de 4 % sur un an. 76 % des féminicides et des homicides conjugaux ont été commis au domicile du couple de la victime ou de l'auteur. Parmi les femmes tuées, 37 % avaient déjà subi des violences, 61 % avaient signalé ces violences à la police et à la gendarmerie et, parmi elles, 88 % avaient déposé plainte. Selon l'organisation féministe « Nous toutes », ce bilan est largement sous-évalué. Elle dénombre pour sa part 171 féminicides, ce qui aboutirait à une femme tuée tous les deux jours. Mais alors que les féminicides augmentent, les moyens mis à la disposition des associations d'aide aux femmes diminuent.

Laurent Nuñez autorise à nouveau les grenades assourdissantes

À l'occasion de la journée d'action du 17 octobre, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a fait savoir que les forces de police et de gendarmerie pourraient à nouveau utiliser des grenades assourdissantes contre les manifestants. Leur utilisation avait été suspendue après qu'un lycéen de 15 ans de Lens (Pas-de-Calais) avait eu la main arrachée. Explication du ministre : « *J'ai suspendu l'usage de cette grenade assourdissante uniquement pour le mouvement lycéen.* » Mais, maintenant qu'aux lycéens s'ajoutent étudiants, Gilets jaunes, agriculteurs et des milliers de travailleurs, c'est même service pour tout le monde... De quoi unifier les colères !

Israël : officiels, colons et militaires contre les journalistes

Les autorités israéliennes ont refusé l'entrée sur leur territoire à Sylvain Mercadier, l'envoyé spécial du quotidien *L'Humanité* pour les élections législatives du 27 octobre, sans aucune justification. En juin dernier, la journaliste Alice Froussard, de Radio France et de RFI, avait été expulsée du pays et, en Cisjordanie occupée, un groupe de colons israéliens a attaqué des villageois palestiniens dans le village d'Abou Falah et blessé la correspondante du *Washington Post* présente sur place.

D'autres s'en sont pris à une délégation de diplomates et d'élus étrangers, blessant notamment Bernard Baudoux, 78 ans, le maire d'Aulnoye-Aymries. Au Sud Liban, l'armée israélienne a même dynamité la maison du journaliste d'investigation Radwan Mortada. Depuis le début de l'invasion de Gaza, plus de 200 journalistes palestiniens ont été tués par l'armée israélienne qui y interdit l'accès aux médias étrangers.